

**EMBARGO**

Le présent document ne doit être ni cité ni résumé dans la presse écrite, audiovisuelle ou électronique avant le **14 septembre 2017 à 17 heures TU**

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

**CNUCED**



**RAPPORT**  
**SUR LE COMMERCE ET**  
**LE DÉVELOPPEMENT**  
**2017**

**AU-DELÀ DE L'AUSTÉRITÉ – VERS UNE  
NOUVELLE DONNE MONDIALE**

**APERÇU GÉNÉRAL**



**NATIONS UNIES**

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

# **RAPPORT SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT 2017**

AU-DELÀ DE L'AUSTÉRITÉ – VERS UNE NOUVELLE  
DONNE MONDIALE

## **APERÇU GÉNÉRAL**



**NATIONS UNIES**  
New York et Genève, 2017

---

## **Note**

---

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

---

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

---

Le texte de la présente publication peut être cité ou reproduit sans autorisation, sous réserve qu'il soit fait mention de la source du document et de sa cote et qu'un exemplaire de l'ouvrage où sera reproduit l'extrait cité soit envoyé au secrétariat de la CNUCED ; courriel : [tdr@unctad.org](mailto:tdr@unctad.org).

---

L'Aperçu général est également publié en tant que partie du *Rapport sur le commerce et le développement, 2017*.

---

## APERÇU GÉNÉRAL

*Il y a cinquante ans, à l'église Riverside de New York, Martin Luther King prononçait un vibrant plaidoyer en faveur d'un monde plus équitable, plus juste, plus pacifique et plus digne. Prônant une « révolution radicale des valeurs », il concluait son intervention par ces mots : « Nous devons rapidement commencer à passer d'une société axée sur les choses à une société axée sur la personne. Quand les machines et les ordinateurs, la recherche de profits et les droits de propriété sont considérés comme plus importants que les individus, les triplés géants que sont le racisme, le matérialisme et le militarisme sont impossibles à battre. ».*

*Cet appel à agir contre l'exclusion résonne encore aujourd'hui. Les « triplés géants » contre lesquels Martin Luther King mettait en garde refont leur apparition, tandis que l'on se retranche dans une rancœur nationaliste et que l'on cède à la facilité de la xénophobie. Il est presque certain que les écarts entre les riches, les membres de la classe moyenne et les pauvres se sont creusés depuis ce discours. Dans bien des régions du monde, le mouvement vers le plein emploi et une protection sociale solide a été inversé il y a plusieurs décennies, avec le passage d'un État « prestataire » à un État « facilitateur ».*

*Dix ans après que la tempête financière destructrice qui s'était levée à Wall Street a balayé le cœur de l'Amérique et le reste du monde, la croissance économique mondiale ne parvient toujours pas à redémarrer et reste anémique, tandis que les inégalités sociales et économiques révélées par la crise ne montrent guère de signes d'atténuation. Les pouvoirs publics ont remédié aux failles les plus flagrantes et ont liquidé les actifs les plus toxiques mis au jour par la crise, mais en réalité, malgré toutes leurs bonnes intentions, rares sont ceux qui ont eu à répondre de leurs actes parmi les responsables de la catastrophe et peu de mesures ont été prises pour s'attaquer aux causes profondes de celle-ci.*

*Dès que l'« hypermondialisation », soutenue par la main très visible de l'État, a recouvert ses forces, tout est retourné à la normale. L'« allègement » de la réglementation est de nouveau d'actualité et l'adoption de mesures d'austérité est devenue la manière la plus courante de réagir aux niveaux « excessivement » élevés de la dette publique. Dans le même temps, les robots, la recherche de rentes et les droits de propriété intellectuelle l'emportent sur les conditions de vie et les aspirations des individus. Il semble que l'histoire ait une curieuse tendance à se répéter.*

*En lieu et place de la concurrence pure qu'elle était supposée instaurer au niveau mondial, l'hypermondialisation a abouti à une forte concentration du pouvoir économique et des richesses entre un tout petit nombre de personnes. La croissance ne s'en trouve pas forcément compromise. Cependant, l'histoire nous enseigne qu'une telle situation est souvent à l'origine de tensions politiques qui s'opposent aux intérêts publics et sociaux plus généraux. De fait, depuis Adam Smith, des défenseurs du marché plus lucides ont mis en garde contre les dangers politiques que la concentration de la richesse économique pouvait entraîner. Il n'est donc guère surprenant que la population rejette un système qu'elle considère comme favorisant indûment une poignée de grandes entreprises, d'institutions financières et de gens fortunés.*

*Aujourd'hui, ce sont la confiance, la cohésion et le sens de la justice, indispensables au bon fonctionnement des marchés, qui sont en péril. Aucun ordre social ou économique n'est à l'abri du danger s'il ne garantit pas une juste distribution des profits en temps de prospérité et des pertes en temps de crise.*

*Les responsables politiques doivent cesser de marteler qu'« il n'y a pas d'alternative ». Partout dans le monde, les gens forment plus ou moins les mêmes vœux : avoir un emploi décent et un logement convenable, vivre en sécurité, assurer un meilleur avenir à leurs enfants et avoir un gouvernement qui les écoute et répond à leurs préoccupations. Autrement dit, ils veulent autre chose que ce que leur apporte l'hypermondialisation. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, structuré en différents objectifs, cibles et indicateurs, tend à répondre à cette attente. Il reste à définir des moyens d'action et à faire preuve d'une volonté politique audacieuse. À en juger par des signes encourageants, certaines des stratégies et des solutions qui, avant d'être abandonnées, avaient contribué à la reconstruction de l'économie mondiale au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale font*

*actuellement l'objet d'une refonte salutaire pour être adaptées à la réalité du XXI<sup>e</sup> siècle et suscitent l'intérêt d'une nouvelle génération décidée à bâtir un monde meilleur.*

*Cette fois-ci, la nouvelle donne devra « renflouer tous les bateaux », à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement, et être à la hauteur de l'enjeu car bon nombre des déséquilibres qui empêchent une croissance durable et inclusive sont de nature mondiale. La prospérité pour tous ne peut pas être apportée par des responsables politiques adeptes de l'austérité, des entreprises à la recherche de rentes et des banquiers spéculateurs. Ce dont nous avons urgemment besoin aujourd'hui, c'est d'une nouvelle donne mondiale.*

## L'économie mondiale, dix ans plus tard

Il y a dix ans, l'économie mondiale a découvert les dangers de l'hypermondialisation. L'interruption soudaine des prêts interbancaires, en août 2007, conjuguée à une augmentation du risque de contrepartie, a causé de violentes secousses sur les marchés financiers, a entraîné plusieurs institutions financières dans une spirale d'insolvabilité et a lancé le compte à rebours d'une grande récession. La plupart des pays qui ont été touchés n'ont toujours pas retrouvé le chemin d'une croissance durable.

Bien que les États-Unis aient agi rapidement pour enrayer la débâcle financière survenue un an plus tard, la reprise de l'activité économique a été historiquement faible et inégalement partagée entre la classe moyenne et les riches, entre le monde des affaires et les gens ordinaires, et entre les métropoles urbaines et les petites villes et communautés rurales. En Europe, la crise a été plus grave et plus persistante, notamment dans certains pays de la périphérie, où la tourmente économique qui en a résulté a eu des conséquences sociales désastreuses. La hausse du chômage, en particulier, a été difficile à endiguer ou à inverser. Cela s'explique notamment par le fait que la plupart des pays développés ont abandonné plus ou moins prématurément la politique budgétaire expansionniste initialement décidée pour faire face à la crise, s'en remettant ainsi à la politique monétaire. Ce choix a aidé les banques et les institutions financières à recouvrer la stabilité et à renouer avec le profit, mais il a moins bien réussi à relancer la consommation et l'investissement. En réaction, les décideurs ont fait descendre les taux directeurs en dessous de zéro, dans une tentative sans précédent pour inciter les banques à accorder des crédits. Mais la solide reprise escomptée n'a pas été au rendez-vous.

Malgré le dynamisme des marchés financiers et des signes de redressement cyclique en Europe occidentale et au Japon à la fin de l'année, la croissance économique mondiale a été bien inférieure en 2016 aux niveaux enregistrés avant la crise. Aux États-Unis, les signes de ralentissement observés à la fin de 2016 ont perduré en 2017, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) s'établissant à 1,4 % au

premier trimestre, et les salaires réels ont stagné en dépit de la baisse du chômage, comme en témoignait la diminution sensible des dépenses des ménages. À l'intérieur de la zone euro, la croissance a été très variable. Elle a été plus forte dans certains des pays les plus petits et les plus pauvres au premier semestre 2017, mais est restée modeste dans les pays centraux de la zone. La bonne nouvelle est que le chômage a généralement été ramené à un taux à un chiffre (à quelques exceptions notables, comme en Grèce et en Espagne), même si la qualité des nouveaux emplois est un sujet de préoccupation.

Contre toute attente, l'économie du Royaume-Uni est demeurée prospère au second semestre 2016, après le vote en faveur du Brexit, en raison d'une dépréciation de la livre sterling, qui a stimulé les exportations et les dépenses des ménages, portées par la hausse des crédits à la consommation et des prix de l'immobilier. Toutefois, le ralentissement de l'activité survenu par la suite (avec un taux de croissance du PIB ramené à 0,2 % au premier trimestre 2017) pourrait persister en raison des nouvelles incertitudes politiques suscitées par l'absence de majorité parlementaire, alors que le Gouvernement négocie les conditions de sa sortie de l'Union européenne. Au Japon, la récente reprise économique marque, en réalité, la fin d'une longue période de faible croissance et repose en grande partie sur les exportations, à la suite de la dévaluation de la monnaie nationale, qui était depuis longtemps surévaluée.

L'absence de croissance robuste dans les pays développés et la plus grande instabilité des flux mondiaux de capitaux ont freiné la croissance économique dans les pays en développement, quoique de manière très variable selon les pays et les régions. En général, la reprise qui avait rapidement suivi le choc financier initial, survenu en 2008, a laissé la place à un ralentissement persistant de l'activité économique depuis 2011. Dans les deux pays du monde les plus peuplés, la Chine et l'Inde, la croissance reste relativement dynamique, mais est plus lente qu'avant la crise et est exposée à de sérieux risques de dégradation. Dans les premiers mois de 2017, d'autres grands pays émergents sont sortis de la récession, mais sans guère de chances de retrouver les taux de croissance qu'ils affichaient pendant la première décennie du nouveau millénaire.



Deux facteurs influent considérablement sur la croissance. Premièrement, les prix du pétrole et des produits de base, bien qu'ils repartent depuis peu à la hausse, sont toujours loin d'atteindre les pics observés par le passé – d'où une reprise modérée dans les pays exportateurs de produits primaires. Deuxièmement, les pays développés ayant refusé d'endosser la responsabilité d'une politique expansionniste coordonnée, la politique de rigueur est devenue la solution macroéconomique par défaut dans de nombreux pays émergents en situation de déséquilibre budgétaire et d'endettement croissant. La situation pourrait s'aggraver si une fuite de capitaux étrangers obligeait à réduire les importations pour résorber les déficits commerciaux et courants, qui deviennent plus difficiles à financer. Il n'est guère surprenant que, dans les pays du Sud, des décideurs inquiets, de plus en plus conscients que certains des éléments déterminants de leur avenir économique échappent largement à leur contrôle, suivent de près la politique de taux d'intérêt de la Réserve fédérale des États-Unis, les mouvements des négociants de produits de base et les pratiques prédatrices des fonds d'investissements spéculatifs.

Après deux années de contraction de l'activité, marquées par une baisse du PIB de 0,3 % en 2015 et de 0,8 % en 2016, la région de l'Amérique latine et des Caraïbes devrait enregistrer une croissance tout juste positive cette année. Selon les projections, le taux de croissance moyen sera de 0,6 % dans les pays d'Amérique du Sud, mais de 2,6 % dans les pays des Caraïbes. Les prix des produits de base et la situation politique en Argentine et au Brésil, pays qui représentent à eux deux plus de la moitié de la production de la région, pèseront sérieusement sur les perspectives de croissance régionale. Au Mexique, la croissance est faible, mais stable. Cette année, cependant, elle risque de pâtir des tensions inflationnistes, de l'assainissement des finances publiques et de l'incertitude relative aux mesures du gouvernement Trump.

Dans la région de l'Asie et du Pacifique, la croissance reste vigoureuse, bien qu'elle soit inférieure aux taux enregistrés récemment. De 4,9 % en 2016 elle devrait passer à 5 % en 2017. Son évolution dépendra beaucoup des résultats des deux plus grandes puissances économiques de la région. La manière dont la Chine fait face à l'explosion de sa dette intérieure depuis 2009 sera déterminante. Le ratio dette/PIB de la Chine

est estimé à 249 %, contre 248 % pour les États-Unis et 279 % pour la zone euro. Le Gouvernement chinois mettant en place des mesures pour maîtriser son endettement, il se peut que la demande intérieure se contracte et qu'il s'ensuive des conséquences défavorables pour le reste de la région. La croissance de l'Inde est fortement tributaire de la réforme du secteur bancaire, accablé sous de grandes quantités d'actifs en difficulté et non productifs, et les signes d'un ralentissement de la création de crédit sont déjà visibles. Comme la consommation et l'investissement privé financés par l'emprunt ont beaucoup contribué à la croissance indienne, il est probable que le fléchissement du crédit freine la progression du PIB. De plus, le secteur informel, qui continue de représenter au moins un tiers du PIB du pays et plus de quatre cinquièmes des emplois, a été durement affecté par la « démonétisation » engagée par le Gouvernement en novembre 2016, et pourrait en outre être pénalisé par la mise en application de la taxe sur les biens et les services, à partir de juillet 2017. Autrement dit, même si les taux de croissance actuellement observés en Chine et en Inde se maintiennent, il est peu probable que ces deux pays servent de pôles de croissance à l'économie mondiale dans un futur proche.

Parallèlement, la baisse des prix du pétrole et la fin de l'envolée des prix des produits de base ont eu, surtout depuis 2014, des répercussions négatives en Afrique (en partie touchée par la sécheresse), dont le taux de croissance a été ramené de 3 % en 2015 à 1,5 % en 2016. Seule l'Afrique de l'Est semble avoir échappé à cette tendance générale, sa croissance moyenne étant restée supérieure à 5 % en 2016. Cependant, les taux de croissance pour l'année 2016 varient sensiblement selon les pays de la région, dépassant 7 % en Côte d'Ivoire et en Éthiopie, mais s'établissant à 1,1 % au Maroc et à 0,3 % en Afrique du Sud. De fait, l'Afrique du Sud est tombée en « récession technique », le PIB ayant reculé pendant deux trimestres consécutifs, de 0,3 % au quatrième trimestre 2016 et de 0,7 % au premier trimestre 2017. Cette situation s'expliquait par les mauvais résultats du secteur manufacturier et du commerce, en dépit d'améliorations notables dans les secteurs de l'agriculture et des activités extractives. La baisse du PIB a été de 1,5 % au Nigéria, et de 7 % environ en Guinée équatoriale. Les récentes difficultés de bon

nombre de ces pays sont dues à leur incapacité persistante à diversifier leur économie pour asseoir leur croissance, la plupart d'entre eux restant fortement tributaires d'un nombre très limité de produits de base, voire d'un seul de ces produits.

## **D'où viendra la demande mondiale ?**

Dans un contexte caractérisé par le manque de fiabilité des politiques et l'inconstance des attentes, il est probable que l'alternance de périodes d'expansion et de récession continuera de constituer le modèle de croissance par défaut pour de nombreux pays. Il se peut que, à de brefs moments, la situation invite à plus d'optimisme, mais l'économie mondiale ne pourra pas prendre le chemin d'une croissance équitable tant que la communauté internationale ne s'emploiera pas à adopter une politique expansionniste coordonnée.

Il est très difficile d'établir avec certitude d'où pourrait venir l'élément déclencheur d'une reprise plus vigoureuse. Par le passé, l'économie des États-Unis a été le principal moteur de la demande mondiale, à travers l'importation de produits venus du monde entier et l'enregistrement de déficits courants élevés. Le dollar des États-Unis servant de monnaie de réserve mondiale, les entrées de capitaux étaient suffisantes pour financer non seulement ces déficits, mais aussi les importantes sorties de capitaux du pays. Ce faisant, une relation mutuellement avantageuse s'était instaurée entre les États-Unis et le reste du monde.

Un changement radical s'est produit après la crise financière mondiale. À la suite d'une diminution du déficit des États-Unis après 2008, l'effet net de relance s'est stabilisé à un degré bien inférieur à celui d'avant la crise. Depuis 2013, d'autres pays développés ne cessent d'accroître leur excédent courant, si bien que, collectivement, ils ne stimulent plus la demande de manière à relancer l'économie mondiale. Dans le même temps, dans les pays en développement et les pays en transition, les soldes courants ont été excédentaires jusqu'en 2014, avant de devenir déficitaires. Ces déficits ont toutefois été bien moins importants en

valeur absolue et loin d'être suffisants pour contrebalancer les effets du recul de la demande nette des pays développés.

L'excédent courant de la Chine, qui était le plus important au monde jusqu'en 2010, continue de diminuer, mais à un rythme irrégulier. L'Allemagne est devenue le pays avec les excédents les plus élevés, ceux-ci ayant même augmenté récemment. Cependant, contrairement à l'accroissement des excédents chinois qui, en temps de prospérité, a favorisé la croissance dans divers autres pays en développement en les faisant participer à des chaînes de valeur orientées vers l'exportation de produits dans les pays les plus avancés, l'accroissement des excédents allemands n'a pas eu de retombées positives comparables dans la plupart des pays en développement. Les effets dommageables qui en ont résulté pour l'économie mondiale ont été aggravés par une tendance généralisée dans la zone euro, où les plans d'austérité ont tiré vers le haut les excédents courants de la région, exportant la déflation et le chômage dans le reste de monde.

Il est extrêmement important que la communauté économique internationale trouve des moyens rapides et efficaces de recycler et de réduire ces excédents, ce qui se révélera difficile tant que l'adoption de politiques de rigueur restera le choix macroéconomique le plus courant dans un monde hypermondialisé. Depuis 2010, la majorité des pays avancés ont opté pour une rigueur d'un degré « modéré » à « élevé », et même les pays bénéficiant d'une marge d'action budgétaire confortable ne se sont pas laissés aller à une politique expansionniste. Encore récemment, quelques grandes économies de marché émergentes faisaient exception à cette règle, mais des éléments indiquent qu'elles aussi réduisent maintenant leurs dépenses en vue d'assainir leurs finances publiques.

L'un des moyens de relancer la demande mondiale serait de faire d'importants investissements à long terme qui contribuent à la croissance des pays à faible revenu. L'annonce récemment faite par l'Allemagne de son intention de lancer un plan Marshall pour l'Afrique est donc encourageante. Ce plan ne semble toutefois pas égalier, ni par sa portée ni par ses objectifs, le modèle dont il s'inspire, qui a aidé à la

reconstruction de l'Europe d'après-guerre. En comparaison, l'initiative de la Chine, intitulée « Une ceinture et une route » (One Belt, One Road), apparaît plus ambitieuse. Si elle est mise en œuvre selon les modalités prévues, elle drainera d'énormes investissements, estimés à 900 milliards de dollars. Pour l'heure, cependant, le projet n'existe en grande partie que sur le papier et son rythme d'exécution ainsi que ses répercussions dépendront de la manière dont la Chine gère ses propres déséquilibres et du mode de financement des investissements proposés dans les pays participants.

### **Des temps difficiles pour les flux commerciaux et les mouvements de capitaux**

Depuis que la Réserve fédérale des États-Unis a laissé entendre qu'elle pourrait restreindre ses mesures d'assouplissement quantitatif, les mouvements de capitaux sont devenus instables. Depuis le deuxième trimestre 2014, les flux nets de capitaux vers les pays en développement et les pays en transition sont négatifs. Les conséquences pourraient être très fâcheuses, comme l'indiquait la livraison du *Rapport sur le commerce et le développement* de l'année dernière. Jusqu'à présent, la Réserve fédérale a fait preuve d'une prudence extrême lorsqu'elle a relevé ses taux (seulement 50 points de base au premier trimestre 2017). Pourtant, les fuites de capitaux menacent jusqu'aux économies émergentes les plus solides. En Chine, par exemple, des sorties massives et soudaines de capitaux ont fait chuter les réserves de change de 4 100 milliards de dollars en juin 2014 à 3 300 milliards de dollars en juin 2016, et à 3 100 milliards de dollars à la fin d'octobre 2016. Pour endiguer ces sorties massives, le Gouvernement a imposé certaines mesures de contrôle des mouvements de capitaux en novembre 2016, ce qui a eu un effet stabilisateur. Le fait qu'un pays qui avait été la destination préférée des capitaux du monde entier depuis des décennies et qui détenait encore les réserves en devises les plus importantes au monde puisse se trouver dans cette situation indiquait qu'aucun pays n'était à l'abri des effets potentiellement déstabilisateurs de flux de capitaux mouvants.

Après une progression très faible en 2016, le commerce mondial devrait croître plus rapidement cette année, mais il n'est pas certain que la poussée des exportations des pays émergents, qui explique ce rebond, perdure. Au vu de la faible demande mondiale, il est peu probable que le commerce mondial se révèle un moteur de croissance, si ce n'est pour certains pays bénéficiant de circonstances particulières. De plus, l'espoir que les négociations commerciales multilatérales progressent prochainement et soient fortement axées sur le développement s'amenuise.

La hausse des prix des produits de base, en 2016 et au début de 2017, a quelque peu dopé l'économie des pays en développement exportateurs de produits primaires. Cependant, elle s'essouffle déjà et les prix restent bien inférieurs à leur niveau moyen pendant la première décennie du millénaire. Depuis le début de l'année 2017, les prix du pétrole brut ont été très instables, mais généralement orientés à la baisse, et demeurent bien en deçà du seuil de 50 dollars le baril, malgré des tensions en Asie occidentale. On observe également les signes d'une augmentation des stocks de pétrole aux États-Unis, l'huile de schiste suscitant un regain d'intérêt (compte tenu des hausses de prix antérieures et de la diminution des coûts rendue possible par la technologie), ce qui pèsera sur les prix du pétrole à moyen terme. De même, les prix des métaux ont récemment subi des baisses, en raison de l'affaiblissement de la demande aux États-Unis.

\* \* \* \*

Compte tenu des difficultés et de l'imprévisibilité qui caractérisent l'environnement mondial actuel, il importe de redoubler d'efforts pour rendre l'économie et la société inclusives. Il convient avant tout d'abandonner les politiques de rigueur et de mettre la finance au service de la société, et non l'inverse. En vue d'atteindre les objectifs de développement durable, il est aussi essentiel de redynamiser le système commercial multilatéral, en lui donnant un nouveau souffle et une plus grande pertinence, pour en faire un bien public mondial. Toutefois, tant que les affairistes rencontreront peu de résistance dans plusieurs secteurs clefs, la concentration des marchés se poursuivra

au même rythme et la recherche de rentes deviendra de plus en plus la norme. Les inégalités apparues sous l'effet de l'hypermondialisation ces trois dernières décennies se creuseront et le progrès technologique, s'il empêche la création d'emplois, risque d'aggraver la situation et d'alimenter un sentiment croissant d'inquiétude. À mesure qu'ils se font plus rares, les bons emplois sont plus strictement rationnés, ce qui renforce les tendances en matière de discrimination sociale, notamment à l'égard des femmes, mais aussi à l'égard d'autres groupes défavorisés. Pour corriger ces déséquilibres, une action systématique et concertée doit être engagée aux niveaux national et international. Sans aucun doute, une nouvelle donne mondiale s'impose.

### **Où va l'argent ? Les origines financières de l'inégalité et de l'instabilité**

L'économie mondiale a changé brusquement de cap après le début des années 1980, sous l'effet d'une déréglementation généralisée des marchés (en particulier des marchés financiers et des marchés de devises), aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres, et d'un rétrécissement constant de la sphère publique. Un autre facteur de changement a été la propagation du culte du profit, non seulement dans l'ensemble de la vie économique, mais aussi dans les domaines social, culturel et politique. Par voie de conséquence, les États ont délaissé la surveillance et la gestion de l'économie, restreignant ou même supprimant des mesures qu'ils avaient adoptées pour réussir leur intégration dans l'économie mondiale. Aux quatre coins du paysage économique mondial, on s'empressait d'afficher « ouvert ».

L'hypermondialisation était soutenue par des technocrates enthousiastes, qui vantaient les vertus créatrices et stabilisatrices des marchés concurrentiels et de la maximisation des bénéfices recherchée par les agents économiques. Mais sur le terrain, c'étaient les intérêts financiers qui menaient le jeu. À l'heure de l'hypermondialisation, la finance a pu plier l'économie réelle à ses projets spéculatifs, mais elle est aussi devenue de plus en plus absorbée par l'interaction avec elle-même. De

ce fait, les banques sont devenues plus grandes et plus diversifiées et, aux côtés de diverses autres institutions financières, elles ont inventé une myriade d'actifs financiers qui se prêtent à la spéculation. Conjuguées à l'augmentation de l'endettement, ces innovations ont créé en 2007 une situation toxique qui devait aboutir, un an plus tard, à la panique et à la débâcle.

Depuis 2009, des efforts ont été accomplis pour tempérer les excès du secteur financier : création de diverses commissions gouvernementales, adoption de mesures législatives visant à imposer une certaine discipline aux banques, renforcement de la surveillance, appels à la modération et, de temps à autre, imposition d'une amende en cas de comportement frauduleux particulièrement flagrant. Dans l'ensemble, les structures macrofinancières sous-jacentes sont cependant restées intactes. Bien que les banques centrales aient injecté des milliers de milliards de dollars dans le secteur, la promesse d'une reprise généralisée est restée lettre morte dans la plupart des pays. Surtout, presque rien n'a été fait pour s'attaquer aux liens entre inégalité et instabilité qui ont marqué l'essor de la finance déréglementée.

Si la financiarisation a commencé au début des années 1980 dans beaucoup de pays développés, divers indicateurs montrent qu'elle s'est fortement accélérée dans tous les pays à partir du début des années 1990. Dans la plupart des pays développés, les actifs totaux du secteur bancaire ont ensuite plus que doublé, équivalant aujourd'hui à plus de 200 % du PIB dans de nombreux pays européens et aux États-Unis, et à plus de 400 % du PIB au Japon. Autrement dit, le secteur bancaire représente *grosso modo* 100 000 milliards de dollars. À un degré différent, cette même évolution a touché les pays en développement et les pays en transition, les actifs du secteur bancaire correspondant à plus de 200 % du PIB dans des pays tels que l'Afrique du Sud, le Chili et la Chine.

L'ouverture financière de plus en plus grande a donné lieu à un renforcement rapide de la présence internationale de ces acteurs financiers, dont la taille ne cessait de croître. Cela a exposé les pays à des forces échappant au contrôle de leurs décideurs, aggravant ainsi leur vulnérabilité financière et augmentant les risques systémiques. Au moment de la



crise financière de 2008, le poids total des actifs et des passifs extérieurs des banques correspondait à 100 % du PIB au Brésil, en Chine et en Turquie, et à plus de 250 % du PIB au Chili et en Afrique du Sud. Dans la plupart des pays développés, cet indicateur était compris entre 300 % et 600 % du PIB. Cette situation résultait de l'essor des flux de capitaux internationaux et des opérations sur devises, qui excédaient largement les besoins du commerce des biens et des services. Elle a également favorisé la concentration bancaire, les actifs totaux des cinq premières banques représentant jusqu'à quatre fois le PIB dans certains pays développés et jusqu'à 130 % du PIB dans certains grands pays en développement.

La financiarisation a aussi été facilitée par le renforcement de l'emprise réglementaire et stratégique, en particulier dans les principaux centres financiers. La foi dans l'efficacité du marché a contribué à créer une dynamique politique propice à un alignement plus strict des dépenses publiques et des services publics sur les intérêts des investisseurs privés. Cela a ouvert la voie à la privatisation de la santé, de l'enseignement supérieur et des régimes de retraite, augmentant au passage l'endettement des ménages dans de nombreux pays. Tandis que leur position sociale s'améliorait et que leur poids politique allait croissant, les financiers affirmaient la légitimité de leurs privilèges, passant de la justification à l'éloge des rémunérations extravagantes et de l'obtention de rentes.

Comme l'a compris Keynes à la lumière de son expérience de la période qui a précédé la Grande Dépression du début des années 1930, le creusement des écarts de revenus qui résulte du libre jeu des forces du marché et la plus grande propension à épargner des classes aisées aboutissent à une demande globale insuffisante (sous-consommation) et à une spéculation financière excessive qui privilégie les opérations à court terme et la recherche de rentes, plutôt que les investissements productifs à long terme. En outre, ainsi que Minsky l'a envisagé par la suite, ces conditions peuvent certes conduire à des périodes de prospérité et de stabilité (apparente), mais l'accélération de l'innovation financière favorise les décisions d'investissement encore plus imprudentes. Les clivages et la fragilité du système économique mondial deviennent alors de plus en plus marqués, la stabilité alimentant l'instabilité et l'instabilité conduisant à la vulnérabilité et aux chocs.

Ce développement incontrôlé des marchés financiers a encouragé l'octroi de crédits aux ménages pauvres, compensant ainsi temporairement la stagnation et le déclin (relatif) des revenus du travail qui accompagnaient les pressions concurrentielles suscitées par l'hypermondialisation. Par conséquent, la consommation s'est stabilisée ou même accrue dans de nombreux pays, mais uniquement parce qu'elle était alimentée par la hausse de l'endettement des ménages. Dans le même temps, les grands conglomérats financiers et industriels utilisaient leurs profits de plus en plus importants (tirés, en partie, de l'exploitation des écarts salariaux et fiscaux entre pays) pour emprunter et spéculer. Certains pays enregistraient une croissance insoutenable fondée sur l'endettement, tandis que d'autres obtenaient de bons résultats grâce à leurs exportations, d'où des déséquilibres mondiaux de plus en plus marqués, qui ajoutaient de nouveaux facteurs de vulnérabilité et de risque à un système intrinsèquement caractérisé par les clivages et l'instabilité. Les crises financières sont donc devenues plus fréquentes et plus étendues. Bon nombre de pays émergents en ont été victimes, mais ce n'étaient là que les prémices de la grande épreuve à venir.

Deux des principales tendances socioéconomiques des dernières décennies ont été l'explosion de la dette publique et privée et l'essor des super-élites, que l'on peut définir sommairement comme le centile le plus riche de la population. Ces tendances sont associées à la financiarisation de l'économie et à la répartition de plus en plus déséquilibrée des actifs financiers, particulièrement des instruments financiers à court terme. Dans ces conditions, les inégalités sont indissociables du fonctionnement de l'hypermondialisation. Depuis la fin des années 1970, l'écart entre les 10 % de la population au revenu le plus élevé et les 40 % au revenu le plus faible s'est creusé avant quatre des cinq crises financières observées, mais également dans deux pays sur trois après la crise. Si la période qui conduit à la crise résulte de la « grande fuite » des revenus les plus élevés, particulièrement favorisés par l'évolution de la situation financière, la période suivant la crise est souvent marquée par la stagnation ou la baisse des revenus les plus faibles. En cas de crise, les bouleversements macroéconomiques et le recours exclusif aux mesures de sauvetage du secteur financier et à la

politique monétaire, qui affaiblit durablement la demande globale et l'emploi, ont généralement pour effet de détériorer la répartition du revenu et d'amplifier les tendances à l'instabilité.

Qui plus est, il a été observé après des crises majeures comme la crise asiatique de 1997-1998 et la crise financière mondiale de 2008-2009 qu'en l'absence de coordination internationale, la plupart des pays mènent des politiques d'austérité, pour tenter, souvent en vain, d'inciter les investisseurs à revenir à leur mode opératoire d'avant la crise. Par conséquent, alors que les périodes d'expansion profitent aux personnes aux revenus les plus élevés, les conséquences des crises qui surviennent ensuite sont presque toujours supportées par le secteur public et répercutées sur l'économie nationale ; les secteurs particulièrement vulnérables sont les plus touchés, tandis que les grands conglomerats financiers et industriels sont souvent les premiers à être sauvés du naufrage.

### **La revanche des rentiers**

Depuis le début de l'ère de l'hypermondialisation, le secteur financier tend à produire d'énormes gains privés, qui surpassent démesurément ses bienfaits pour la société. Moins d'attention a été accordée à la manière dont les sociétés non financières sont elles aussi devenues expertes à manier les stratégies de recherche de rentes pour augmenter leurs bénéfices, devenant ainsi une source d'inégalité omniprésente.

D'une manière générale, les rentes se définissent comme les revenus qui sont tirés uniquement de la propriété et du contrôle d'actifs ou d'une position dominante sur un marché, plutôt que d'une activité entrepreneuriale novatrice ou de l'utilisation productive d'une ressource rare. Elles sont captées par de grandes entreprises grâce à divers mécanismes non financiers, tels que l'utilisation systématique des droits de propriété intellectuelle dans l'objectif de décourager la concurrence. Elles peuvent aussi résulter du pillage du secteur public, notamment sous la forme de privatisations à grande échelle – qui transfèrent purement et simplement des ressources des contribuables aux directeurs de société et

aux actionnaires – et de subventions octroyées aux grandes entreprises, souvent sans effet concret sur l'efficacité économique et la création de revenus. D'autres proviennent de pratiques quasi frauduleuses comme l'évasion fiscale et de vastes opérations de manipulation des marchés réalisées par des directeurs de grandes entreprises pour s'enrichir.

Étant donné qu'il existe de nombreuses stratégies de recherche de rentes et que les prescriptions relatives à la publication d'informations sont laxistes dans l'ensemble, il est difficile de mesurer les rentes des entreprises. Un moyen d'en obtenir une approximation consiste à estimer, pour chaque secteur, les superbénéfices ou les profits « excédentaires », qui s'écartent de bénéfices « ordinaires ». On constate ainsi que les profits excédentaires ont nettement augmenté ces deux dernières décennies, étant passés de 4 % des bénéfices totaux pendant la période 1995-2000 à 23 % pendant la période 2009-2015. Dans le cas des 100 premières entreprises, cette proportion est passée de 16 % à 40 %.

Les données indiquent que le renforcement de l'emprise sur les marchés est un facteur majeur de la recherche de rentes. On constate avec une préoccupation croissante qu'une tendance à la concentration est à l'œuvre, en particulier sur les marchés des pays développés. De plus, le phénomène se propage. D'après différents indicateurs – la capitalisation boursière, les recettes et les actifs (physiques et autres) des entreprises – la concentration est de plus en plus forte dans l'ensemble de l'économie mondiale, mais en particulier pour ce qui est des 100 premières entreprises. La concentration du marché et l'obtention de rentes peuvent s'alimenter mutuellement, d'où la forme de concurrence dans laquelle « le gagnant rafle la mise » que l'on observe aujourd'hui dans le secteur privé, du moins dans certains pays développés. Les différences entre les entreprises qui en résultent contribuent à creuser les inégalités. Il est stupéfiant qu'en 2015, la capitalisation boursière moyenne des 100 premières entreprises ait été 7 000 fois supérieure à celle des 2 000 dernières du classement, alors qu'elle n'était que 31 fois plus élevée en 1995.

Fait notable, la part des 100 premières entreprises dans l'emploi ne progressait pas proportionnellement à leur emprise sur le marché, qui ne cessait de croître. Mesurée à l'aune de la capitalisation boursière, cette dernière a quadruplé, alors qu'elle n'a même pas doublé du point de vue de l'emploi. Cela corrobore l'idée que l'hypermondialisation favorise le « profit sans prospérité », et que l'asymétrie du pouvoir sur les marchés contribue grandement à la hausse des inégalités de revenus.

Les fortes pressions exercées par les acteurs du monde des brevets, ainsi que l'emprise réglementaire des grandes entreprises, ont joué un rôle important dans le renforcement du pouvoir de ces entreprises sur les marchés. Ces pressions ont par exemple abouti à un accroissement considérable de la portée et de la durée des brevets, dont la protection a été étendue à de nouvelles activités qui n'étaient pas considérées comme des domaines de l'innovation technologique, comme les méthodes financières et commerciales. Des brevets sont accordés à des « innovations » qui concernent les méthodes utilisées dans les domaines de la finance, du commerce électronique et du marketing et qui ne portent pas sur un produit ou un processus technologique particulier, mais sur le traitement purement électronique des données et de l'information. En plus de favoriser la concentration, cela restreint l'accès aux données et aux connaissances. Cette utilisation stratégique – plutôt que productive – des droits de propriété intellectuelle, par laquelle les entreprises augmentent leurs bénéfices excédentaires en tenant leurs concurrents à distance, est devenue l'une des principales stratégies de recherche de rentes.

En recourant de façon excessive aux brevets à des fins défensives, les entreprises multinationales nuisent aussi directement à l'innovation dans les grands pays émergents comme le Brésil, la Chine et l'Inde. Les fortes augmentations des ventes de produits à intensité technologique relativement élevée (technologies de l'information et de la communication, produits chimiques et produits pharmaceutiques, par exemple) enregistrées par des filiales d'entreprises américaines dans ces trois pays au cours des deux dernières décennies étaient généralement étroitement liées à un renforcement marqué de la protection par brevet.

En outre, de plus en plus d'éléments donnent à penser que d'autres stratégies non financières destinées à produire des rentes – comme la fraude et l'évasion fiscales, l'accaparement des ressources du secteur public (acquisition d'actifs et obtention de subventions) et les manipulations fréquentes des marchés visant à augmenter la rémunération des cadres supérieurs – sont adoptées par des entreprises non seulement dans les pays les plus avancés, mais aussi, dans une mesure croissante, dans les pays en développement.

Pour endiguer le développement pandémique de l'économie de rente et les inégalités qui en découlent, il faut remédier aux déséquilibres des rapports de force qui l'alimentent. Cela sera difficile, mais indispensable pour parvenir à une croissance réellement partagée et durable. Un bon point de départ serait de reconnaître que la connaissance aussi bien que la concurrence sont avant tout des biens publics mondiaux et que leur manipulation à des fins lucratives devrait être réglementée.

### **Les robots de la colère**

L'hypermondialisation a profité de plusieurs vagues de progrès technologique qui ont eu pour effet de comprimer le temps et la distance. Ces avancées ont fait paraître inévitables des modes de croissance et de répartition qui résultaient avant tout de décisions politiques et stratégiques, et ont influé sur les mesures prises face aux inquiétudes de plus en plus fortes au sujet des « laissés pour compte », l'accent étant mis en particulier sur le renforcement de l'éducation et de la formation.

En réalité, la montée et la diffusion de nouvelles technologies et le bouleversement des modes de vie qui y est associé ont régulièrement donné lieu à des débats et à l'élaboration de politiques, au moins depuis la révolution industrielle. Pour autant que l'histoire puisse nous éclairer à ce sujet, les avantages des nouvelles technologies finissent souvent par l'emporter sur leurs inconvénients. Les percées technologiques comme le moteur à vapeur, l'électricité, l'automobile et la chaîne de montage ont été perturbatrices et ont causé de nombreuses pertes d'emploi et

une baisse des revenus dans certains secteurs économiques et groupes sociaux, mais seulement à court terme. Ces effets négatifs ont été plus que compensés à long terme, une fois que les avantages de l'innovation se sont propagés d'un secteur à l'autre, et ont fini par bénéficier à l'ensemble de l'économie lorsque les travailleurs ont pu se réorienter vers des emplois nouveaux et mieux rémunérés.

Cela étant, la révolution numérique (en particulier la progression rapide des technologies de la robotique) suscite plus d'anxiété. Selon certains, les robots risquent de bouleverser le monde du travail, compte tenu du rythme de plus en plus rapide de leurs améliorations sur le plan de l'intelligence, de l'agilité et du coût. Comme le nombre de personnes hautement qualifiées nécessaires à leur fonctionnement ne cesse de diminuer, ces observateurs estiment que la suppression d'emplois et la réduction des salaires affaiblissent déjà la classe moyenne dans les pays avancés et qu'elles entravent son développement dans les pays émergents. Ils craignent que les technologies compromettent l'engagement pris en faveur d'une économie équitable dans le Programme 2030 avant même que sa mise en œuvre ne décolle vraiment.

Ces inquiétudes ne sont peut-être pas sans fondement, mais d'un point de vue strictement économique, les changements technologiques en question ne peuvent pas expliquer les problèmes actuels du marché du travail. Il ne s'agit pas de nier les effets potentiellement néfastes que les technologies numériques pourraient avoir sur l'emploi, mais de souligner que leur véritable nouveauté réside moins dans la multiplication de leurs applications ou dans l'accroissement de leur vitesse ou de leur agilité que dans le fait qu'elles apparaissent à un moment où la conjoncture macroéconomique est faible dans les pays avancés et où la transformation structurelle est en panne dans de nombreux pays en développement. Par conséquent, les investissements sont généralement restés insuffisants pour permettre la bonne absorption des nouvelles technologies et la création de nouveaux secteurs susceptibles de donner de meilleures possibilités d'emploi aux travailleurs qui ont perdu leur activité.

Les robots industriels peuvent influencer sur l'emploi et la répartition des revenus de différentes manières, mais leur diffusion suppose que, d'une façon ou d'une autre, les entreprises comparent les économies de main-d'œuvre qu'elles pourraient faire avec le coût des investissements d'équipement. D'un point de vue économique, il s'ensuit que le remplacement de travailleurs par des robots est plus facilement réalisable dans les activités manufacturières à forte intensité de compétences et à rémunération élevée, que dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et à faible rémunération. De nombreuses études ont surestimé les effets négatifs que les robots risquent d'avoir sur l'emploi et les revenus, car elles ont négligé le fait que les choses possibles techniquement ne sont pas toujours rentables économiquement. En effet, les pays les plus exposés à la robotisation industrielle sont ceux où l'industrie manufacturière est importante et comporte principalement des activités relativement bien rémunérées, par exemple dans les secteurs de l'automobile et de l'électronique. Jusqu'à présent, la robotisation a eu assez peu d'effets directs dans la plupart des pays en développement, et il est peu probable que cela change dans un avenir proche, compte tenu de l'insuffisance de leur diversification économique et de leur degré de modernisation technologique.

Malgré tout le battage qui est fait autour du potentiel de la robotisation, les robots industriels restent peu utilisés, leur nombre ne s'élevant qu'à 1,6 million en 2015. Leur utilisation progresse toutefois rapidement depuis 2010, et on estime qu'il y en aura plus de 2,5 millions d'ici à 2019. La grande majorité des robots industriels en fonctionnement se trouvent dans les pays développés ; l'Allemagne, les États-Unis et le Japon comptent pour 43 % dans le nombre total. La densité robotique (le nombre de robots industriels par employé dans le secteur manufacturier) est la plus élevée dans les pays développés et les anciens pays en développement qui sont parvenus à un stade avancé de leur industrialisation, comme la République de Corée. Ces dernières années, c'est dans les pays en développement que le nombre de robots utilisés a augmenté le plus rapidement, mais cela est essentiellement dû à la Chine, qui possède un important secteur manufacturier.



Les effets distributifs de la robotique seront sans doute hétérogènes et dépendront de différents facteurs propres à chaque pays, notamment son stade de transformation structurelle, sa place dans la division internationale du travail, son évolution démographique et ses politiques économiques et sociales. Mais certains éléments indiquent déjà que les robots industriels accentuent la tendance à la concentration des activités manufacturières dans un petit nombre de pays. Cette concentration tend à nuire à l'équité au niveau international et, étant donné l'atonie de la demande mondiale, pose des problèmes considérables aux pays en développement, s'agissant d'opérer une transformation structurelle pour créer des emplois bien rémunérés dans le secteur manufacturier. En ce sens, la robotique pourrait compliquer la tâche des pays qui s'efforcent de développer leur économie grâce à des stratégies d'industrialisation classiques et d'atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Certains des effets négatifs de la robotisation sur l'emploi et les revenus pourraient bien toucher les pays qui n'utilisent pas de robots. Cela s'explique par le fait que la robotisation peut améliorer la compétitivité-coûts des entreprises au niveau international, de façon à stimuler les exportations de leurs pays d'origine aux dépens des autres, qui seront contraints de supporter au moins une partie des effets distributifs négatifs de la robotisation du fait de la baisse de la production et de la réduction des emplois. En outre, les emplois et les revenus pourraient diminuer dans les secteurs concernés des pays en développement à cause de la relocalisation d'activités et d'emplois manufacturiers dans les pays développés. Jusqu'à présent, relativement peu d'éléments attestent une telle relocalisation, et les cas observés n'ont pas eu les effets positifs escomptés sur l'emploi dans les pays développés. Dans la plupart des cas, les relocalisations en question se sont accompagnées d'investissements d'équipement, notamment l'acquisition de robots, et les rares emplois créés concernaient surtout des activités hautement qualifiées. Les emplois qui seront « relocalisés » ne seront donc pas les mêmes que ceux qui avaient été délocalisés initialement.

Certains ont estimé qu'en ralentissant l'automatisation au moyen d'une taxe sur les robots, on laisserait plus de temps à l'économie pour s'adapter, tout en créant des recettes fiscales qui permettraient de financer l'adaptation. Mais cette taxe risquerait de faire obstacle à l'utilisation des robots lorsqu'elle est la plus bénéfique, c'est-à-dire lorsqu'elle permet la complémentarité des travailleurs et des robots et lorsqu'elle est susceptible de créer de nouveaux produits et emplois fondés sur l'économie numérique. D'autres ont proposé de répartir plus également les avantages tirés de l'utilisation des robots, craignant que ceux-ci assument des tâches plus productives et mieux rémunérées par rapport à celles que les travailleurs continueront généralement d'effectuer. Si rien n'est fait, les effets distributifs de la robotisation accroîtraient la part du revenu revenant aux propriétaires des robots et aux détenteurs des droits de propriété intellectuelle qui y sont associés, ce qui aggraverait les inégalités existantes.

La numérisation de l'économie pourrait également ouvrir de nouvelles possibilités de développement. Le développement des robots collaboratifs pourrait s'avérer particulièrement utile aux petites entreprises, car ces appareils sont faciles à mettre en place sans l'aide d'un intégrateur de système spécialisé et s'adaptent rapidement aux nouveaux processus et aux nouveaux besoins liés au cycle de production. L'utilisation de robots associée à l'impression tridimensionnelle pourrait offrir aux petites entreprises manufacturières de nouveaux moyens de surmonter les contraintes liées à leur taille et de mener leurs activités à une échelle bien plus grande ; si la demande locale augmente dans le même temps, la participation aux chaînes de valeur mondiales pourrait relever moins de la nécessité et davantage du choix stratégique. Cela étant, la numérisation pourrait aboutir à une fragmentation de la fourniture mondiale et du commerce international des services, et on est loin de savoir avec certitude si les services numériques produiront plus ou moins d'emplois, de revenus et de gains de productivité que les activités manufacturières traditionnelles.

Dans l'optique du développement, la question essentielle est la suivante : le recours accru aux robots fera-t-il de l'industrialisation une stratégie

de développement moins efficace ? Pour pouvoir y répondre, il faudrait savoir qui possédera et contrôlera les technologies robotiques, quels seront les éventuels avantages des pionniers et quels seront les secteurs manufacturiers où les incidences se feront le plus sentir. Pour chacun de ces facteurs, il sera crucial de veiller à la bonne élaboration et à l'application effective de politiques industrielles numériques, et de faire en sorte que les pays disposent de la marge d'action nécessaire à leur mise en œuvre.

Pour atteindre les objectifs du Programme 2030, il faut incontestablement tirer parti de la révolution numérique de façon à accélérer l'accroissement de la productivité et à favoriser une croissance économique mondiale plus équitable et plus durable. Quelles que soient les incidences actuelles de la révolution numérique, sa contribution à l'emploi et à une économie inclusive sera déterminée, à terme, par les choix politiques, les normes sociales et la capacité de réglementer avec clairvoyance.

## **Femmes et hommes dans la course aux « mauvais emplois »**

Pour la plupart d'entre nous, trouver un « bon emploi » est le moyen de vivre mieux et l'accès à ce type d'emploi est essentiel pour rendre l'économie inclusive. Les bons emplois sont associés au travail décent et se trouvent généralement dans le secteur formel, où les rémunérations sont plus élevées, les promotions possibles et les conditions de travail mieux réglementées. Dans l'optique du développement, ces emplois sont davantage susceptibles de se trouver dans le secteur industriel que dans l'agriculture ou les services.

Pour la moitié de la population mondiale, l'accès à un bon emploi est entravé par la discrimination fondée sur le sexe. L'appel en faveur d'une hypermondialisation plus inclusive s'est donc, à juste titre, fortement féminisé. Mais la difficulté va bien au-delà de la nécessité d'accroître la participation des femmes aux marchés et aux conseils d'administration. Même l'intégration d'une perspective de genre dans le secteur financier, dans l'entreprenariat ou dans la facilitation du

commerce contribue, au mieux, de manière limitée à rendre l'économie inclusive. Le marché du travail a tendance à reproduire les institutions et les normes sociales à l'origine de l'inégalité entre les sexes. Sur le lieu de travail, la plupart des femmes souffrent de discrimination et de cloisonnement – pratiques qui ne sauraient être séparées des contraintes plus générales de l'hypermondialisation.

En particulier, le cadre directif mondial dominant, conjugué aux forces de la technologie et du changement structurel, a eu pour effet de réduire l'offre d'emplois, surtout de « bons emplois », par rapport à la population active. Et la rareté de ces derniers a fait que les emplois ont été plus strictement rationnés en fonction du sexe et que davantage de femmes ont été exclues des meilleurs emplois, même si la part de la main-d'œuvre féminine a augmenté alors que celle de la main-d'œuvre masculine a globalement décliné.

Dans le contexte des cycles d'expansion-récession, de l'austérité et de la mobilité du capital, une plus grande égalité des sexes risque de devenir source de conflits entre les femmes et les hommes, le taux d'emploi des premières augmentant (comme c'est le cas dans la plupart des pays du monde) alors que celui des seconds diminue. Il s'agit d'un phénomène quasi invisible qui n'est pas largement débattu et qui, bien que se manifestant de manière plus flagrante dans les pays avancés, est devenu une caractéristique préoccupante des marchés du travail partout dans le monde, sauf dans quelques grands pays comme la Chine et l'Inde où la main-d'œuvre féminine décline.

L'érosion des emplois industriels traditionnels et de la main-d'œuvre manufacturière est devenue un signe très visible de la montée des inégalités dans les pays développés et frappe particulièrement les ouvriers d'âge mûr. Mais les emplois industriels sont aussi moins nombreux dans beaucoup de pays en développement qui connaissent une désindustrialisation précoce ou une industrialisation en panne, dont les effets sont bien plus néfastes sur l'emploi industriel des femmes que sur celui des hommes. Entre 1991 et 2014, les pays en développement ont enregistré une diminution de la part de l'emploi industriel dans l'emploi total de 7,5 % en moyenne dans le cas des hommes, mais

de 39 % en moyenne dans celui des femmes. En outre, la production industrielle devenant de plus en plus capitalistique, ce sont les femmes qui perdent généralement leur emploi dans ce secteur, même après avoir pris en compte le niveau d'instruction, remettant ainsi en cause l'argument selon lequel elles perdent leur emploi en raison de leurs moindres compétences. Compte tenu de l'intensité capitalistique et de l'automatisation croissantes, il est peu probable qu'une révolution technologique dans les pays du Sud contribue à l'égalité des sexes.

En fin de compte, la création d'emplois industriels devrait intégrer une perspective de genre, mais à condition que la demande de biens industriels augmente durablement. Dans les pays en développement, plus les exportations nettes d'articles manufacturés sont élevées, plus les femmes ont de chances d'obtenir un emploi industriel, pour autant que les politiques publiques garantissent un certain degré de protection à l'égard des importations ; il s'ensuit qu'une moindre libéralisation du commerce semble profiter aux femmes qui travaillent. Les politiques budgétaires expansionnistes contribuent aussi à l'inclusion en augmentant la demande de main-d'œuvre selon des modalités qui atténuent la concurrence entre les femmes et les hommes sur le marché du travail (grâce à une progression de l'emploi industriel féminin qui n'entrave pas l'accès des hommes) ; l'austérité peut donc avoir des conséquences particulièrement préjudiciables pour les femmes.

Il ne suffit pas que la croissance économique soit plus élevée et d'espérer un effet de ruissellement sur l'égalité des sexes ; la proportion des bons emplois occupés par des femmes n'a guère augmenté. Sur le plan de l'égalité des sexes, il est encore plus préoccupant de constater qu'accroître la part des femmes dans la population active, sans mettre en place des structures et des politiques d'accompagnement axées sur la demande pour absorber de manière productive les nouvelles personnes arrivées sur le marché du travail, aggrave la ségrégation et favorise l'afflux des femmes dans les activités informelles de services à faible valeur ajoutée.

La ségrégation sexuelle sur le marché du travail (ou surreprésentation de l'un ou l'autre sexe dans certaines professions) a-t-elle des effets

néfastes sur la main-d'œuvre, comme l'illustre la part du salaire dans les revenus ? En général, la dynamique des classes et la condition des femmes sont positivement corrélées dans le sens où ce qui est bon pour les travailleuses est bon pour la main-d'œuvre en général, y compris pour les hommes. Si l'on prend en compte d'autres facteurs, on constate que dans les pays en développement, depuis le début des années 1990, la diminution de la part des femmes dans l'emploi industriel est allée de pair avec celle de la part du travail dans les revenus. Cela étant, lorsque les bons emplois sont rares, la proportion accrue des femmes dans la population active freine la hausse des salaires, ce qui peut enclencher un processus de croissance à bas salaires caractérisé par une précarité économique de plus en plus grande et des conflits entre les femmes et les hommes, la participation des premières au marché du travail semblant se faire au détriment de celle des seconds.

Compte tenu des problèmes d'emploi liés aux changements structurels et technologiques et de la place prépondérante que les femmes occupent dans les activités rémunérées et non rémunérées de prestation de soins, la transformation de ces activités en travail décent devrait faire partie intégrante des stratégies visant à rendre l'économie plus inclusive.

## **Vers une nouvelle donne mondiale comme solution**

À l'heure actuelle, trop de personnes sur la planète sont intégrées dans une économie mondiale dont les effets bénéfiques sont inégalement et injustement répartis. Les crises économiques et financières comme celle de 2008-2009 ne sont que les manifestations les plus visibles d'une économie mondiale de plus en plus déséquilibrée qui est une source non seulement d'exclusion, mais aussi de déstabilisation et de danger pour la santé politique, sociale et environnementale de la planète. Même dans les pays où l'économie a pu croître, sous l'effet soit d'une hausse de la consommation intérieure, soit d'une flambée de l'immobilier, soit d'un essor des exportations, c'est une minorité de privilégiés qui en a le plus profité. Parallèlement, la conjugaison d'un fort endettement et d'une faible demande au niveau mondial a eu pour effet de freiner

la croissance. La politique d'austérité adoptée après la récession a durement frappé certaines communautés parmi les plus pauvres, se traduisant par l'intensification des clivages et l'anxiété grandissante de la population au sujet de ce que l'avenir pourrait réserver. Cela étant, les élites politiques ont affirmé de manière catégorique qu'il n'y avait pas d'alternative. Tous ces facteurs ont fait le lit économique d'une rhétorique xénophobe, d'une politique de repli et du chacun pour soi.

Transformer la technologie ou le commerce en boucs-émissaires fait oublier un point évident : si des mesures notables, durables et coordonnées ne sont prises pour raviver la demande mondiale en augmentant les salaires et les dépenses publiques, l'économie mondiale sera condamnée à enregistrer, au mieux, une croissance anémique. On ne peut rêver meilleur moment pour attirer l'investissement privé à l'aide de mesures budgétaires concertées visant à relancer la machine tout en contribuant à rééquilibrer l'économie et la société après trois décennies d'hypermondialisation qui les ont sérieusement dérégulées. Toutefois, dans le monde actuel caractérisé par la mobilité financière et l'ouverture des frontières économiques, aucun pays ne peut le faire à lui tout seul sans prendre le risque d'une fuite des capitaux, d'un effondrement de la monnaie et d'une dangereuse spirale déflationniste. La solution consiste donc à poursuivre une stratégie d'expansion qui soit coordonnée au niveau mondial et qui repose sur une hausse des dépenses publiques, tous les pays se voyant offrir la possibilité de tirer parti d'une stimulation simultanée de leurs marchés intérieur et extérieur.

Pour passer de l'hypermondialisation à une économie inclusive, on ne peut se contenter de faire en sorte que les marchés fonctionnent mieux, en renforçant le capital humain, en comblant le déficit d'information, en adoptant des mesures d'incitation plus judicieuses, en permettant aux pauvres d'avoir accès au crédit ou en protégeant mieux les consommateurs. Il faut plutôt poursuivre un programme plus exigeant et plus global qui remédie aux asymétries mondiales et nationales dans les domaines de la mobilisation des ressources, du savoir-faire technologique, de l'emprise sur le marché et de l'influence politique, qui sont dues à l'hypermondialisation et créent de l'exclusion et la perpétuent.

À de nombreux titres, la conjoncture actuelle est propice à la transformation. L'ordre établi est attaqué aux deux extrémités du spectre idéologique et sa légitimité est remise en cause par l'opinion publique. Les objectifs de développement durable que tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ont adoptés donnent une impulsion politique en faveur du changement. L'objectif devrait maintenant être de saisir ce moment de consensus pour faire en sorte que soient réunies de manière judicieuse les ressources, les politiques et les réformes propres à favoriser la hausse nécessaire des investissements et à promouvoir l'inclusion au niveau mondial et national.

Malgré tous les discours sur son manque croissant de pertinence et sur sa disparition imminente, l'État nation reste un fondement de la légitimité et de l'autorité dans le monde interdépendant d'aujourd'hui ; c'est vers lui que les citoyens se tournent en dernier ressort pour garantir la sécurité économique, la justice sociale et la loyauté politique. Autant que par le passé, la prospérité pour tous devrait supposer que l'on fasse très attention aux parti pris, aux asymétries et aux lacunes de la gouvernance mondiale qui peuvent aller à l'encontre de l'inclusion et de la durabilité. Un internationalisme efficace continue de reposer sur un nationalisme responsable, et la recherche d'un bon équilibre demeure au cœur de toute action multilatérale digne de ce nom.

Compte tenu de ce qui précède, un large soutien doit s'exprimer en faveur d'une nouvelle donne mondiale. Le « New Deal », lancé à l'origine aux États-Unis dans les années 1930 et transposé dans d'autres pays industrialisés, surtout après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, a mis en place un nouveau modèle de développement qui s'appuie sur trois grands piliers stratégiques : le redressement, la réglementation et la redistribution. Même s'ils englobaient des objectifs adaptés à la situation économique et politique particulière de chaque pays, ces piliers faisaient de la création d'emplois, de l'élargissement de la marge d'action budgétaire et du contrôle de la finance des facteurs communs de succès dans le cadre du nouveau modèle.

Cette nouvelle donne pourrait reposer aujourd'hui sur les mêmes piliers ; et, comme auparavant, les États ont besoin d'une marge d'action pour



concevoir des mesures budgétaires et d'autres politiques publiques dynamiques visant à stimuler l'investissement et à élever le niveau de vie, appuyées par des stratégies réglementaires et redistributives qui s'attaquent au triple enjeu des graves inégalités, des pressions démographiques et des problèmes environnementaux. Toutefois, les obstacles particuliers que sont l'inégalité et l'insécurité au XXI<sup>e</sup> siècle ne seront surmontés que si les pays, au lieu de tenter de s'isoler des forces économiques mondiales, élèvent, là où c'est nécessaire, certains éléments du « New Deal » de Roosevelt au rang mondial en tenant compte de l'interdépendance planétaire.

Les éléments à prendre en considération sont notamment les suivants :

- **Sortir de l'austérité** – Il s'agit d'une condition préalable fondamentale pour rendre l'économie durable et inclusive. Cet élément implique que la politique budgétaire serve à gérer la demande et que le plein emploi devienne un objectif central de la politique. L'expansion monétaire devrait également être utilisée de manière différente, de façon à financer les investissements qui contribuent à rendre l'économie plus inclusive et durable. Dans le cadre d'un accroissement général des dépenses publiques consacrées aux infrastructures matérielles et sociales, l'État peut se comporter en « employeur de dernier ressort » ; certains dispositifs publics peuvent s'avérer très créateurs d'emplois, surtout dans les pays à faible revenu, où une grande partie de la main-d'œuvre est employée dans le secteur informel ou a le statut de travailleur indépendant. Les investissements publics dans les infrastructures et les dispositifs d'emploi jouent un rôle important dans l'atténuation des déséquilibres régionaux qui se sont produits dans les pays développés et les pays en développement.
- **Augmenter l'investissement public en accordant une grande attention à l'économie des soins** – De grands programmes de travaux publics seraient ainsi mis en œuvre pour atténuer les changements climatiques et s'adapter à leurs effets et pour promouvoir les possibilités technologiques offertes par l'Accord de Paris sur le climat, ainsi que pour régler les problèmes de

pollution et de dégradation de l'environnement en général. Il faut également faire face aux changements démographiques et sociaux qui affaiblissent les communautés locales et les familles élargies en rendant nécessaire la prise en charge formelle des enfants et des personnes âgées par le secteur public. À ces deux égards, les investissements publics devraient être conçus pour catalyser et attirer l'investissement privé en plus grande quantité, y compris dans les PME et dans les formes de propriété plus participatives comme les coopératives.

- **Accroître les recettes publiques** – Il s'agit d'un élément clef pour financer une nouvelle donne mondiale. En accordant une plus grande place à l'impôt progressif, y compris sur les revenus immobiliers et les autres formes de rente, on pourrait contribuer à la lutte contre les inégalités de revenus. On devrait aussi envisager de revenir sur la réduction des impôts sur les sociétés, mais il pourrait être plus important de s'attaquer aux exemptions fiscales et aux possibilités d'évasion fiscale dans la législation ainsi qu'au recours excessif des entreprises aux subventions, notamment à celles qui visent à attirer ou à retenir l'investissement étranger.
- **Établir un nouveau registre financier mondial** – Pour éviter que des entreprises et des individus très fortunés aient recours aux paradis fiscaux, il faudra adopter des mesures législatives aux niveaux national et international. Dans un premier temps, on pourrait mettre en place un registre financier mondial où seraient consignés les propriétaires d'actifs financiers partout dans le monde.
- **Renforcer la voix des syndicats** – Les salaires doivent augmenter en lien avec la productivité. Le meilleur moyen d'y parvenir est d'avoir des syndicats forts. Parallèlement, l'insécurité de l'emploi doit aussi être corrigée par une action législative appropriée (notamment concernant les contrats de travail informel) et par des mesures énergiques relatives au marché du travail. On devrait envisager de mettre en place des mécanismes innovants de complément de revenu pour parvenir à une répartition plus équitable des revenus, par exemple en créant un fonds social qui

pourrait être capitalisé sous la forme d'actions émises par les plus grandes entreprises et institutions financières.

- **Contrôler le capital financier** – Pour attirer l'investissement privé, il faut contrôler les activités des institutions financières afin de les mettre au service de l'intérêt général. Il est important non seulement de bien réglementer le secteur financier, mais aussi de s'attaquer aux monstrueuses banques d'affaires, notamment grâce à une supervision et une réglementation internationales, ainsi qu'au marché fortement concentré de la notation et aux relations accommodantes entre les agences de notation et les institutions bancaires parallèles qui ont permis la prolifération de produits financiers « toxiques ».
- **Étoffer de manière notable les ressources financières multilatérales** – Il faudrait notamment atteindre les objectifs fixés en matière d'APD, mais aussi faire en sorte que les banques de développement multilatérales et régionales soient mieux capitalisées. En outre, les lacunes institutionnelles en matière de restructuration de la dette souveraine doivent être comblées au niveau multilatéral.
- **Contenir les activités rentistes des entreprises** – Les mesures visant à lutter contre les pratiques commerciales restrictives doivent être considérablement renforcées si l'on veut contenir les activités rentistes des entreprises. L'initiative BEPS (érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices) que l'OCDE a lancée en 2013 est un début, mais un mécanisme international de réglementation des pratiques commerciales restrictives à caractère plus inclusif sera nécessaire. Les tentatives de l'ONU remontant aux années 1980 constitueraient une bonne base de départ. Dans le même temps, il serait utile que les prescriptions nationales relatives à la publication d'informations par les grandes entreprises soient appliquées de manière plus stricte. Un observatoire mondial de la concurrence pourrait permettre de réunir de manière systématique des renseignements sur une grande variété de cadres réglementaires en vigueur – première étape de l'adoption de directives et de politiques internationales coordonnées correspondant aux meilleures pratiques – et de

surveiller l'évolution de la concentration des marchés. De manière plus générale, la politique de concurrence devrait être conçue avec un objectif explicite de redistribution.

- **Respecter la marge d'action** – Il sera impossible de réformer véritablement les multiples mesures restrictives en matière d'investissement et de propriété intellectuelle prévues dans les milliers d'accords bilatéraux – et les accords régionaux en nombre croissant – ayant trait au commerce et à l'investissement sans une refonte fondamentale du régime de l'investissement international en vigueur. Il faudrait commencer par revoir l'objectif restreint de celui-ci, qui est actuellement de protéger les investisseurs étrangers, en faveur d'une approche plus équilibrée qui prenne en compte les intérêts de toutes les parties prenantes et reconnaisse le droit de réglementer au niveau national. Le mécanisme international de règlement et d'arbitrage des différends en matière d'investissement doit être corrigé et, si nécessaire, remplacé par un système plus centralisé qui soit doté de procédures d'appel adaptées et fondé sur le droit international. La création d'un centre consultatif sur le droit international de l'investissement pourrait aider les gouvernements des pays en développement à gérer les différends avec les entreprises multinationales sur un plus grand pied d'égalité.

En 1947, en s'inspirant des valeurs du « New Deal » originel, la communauté internationale a tenté de rééquilibrer une économie mondiale ruinée par la dépression et par la guerre : le Fonds monétaire international (FMI) a commencé à exercer ses activités, la Banque mondiale a accordé son premier prêt à la restructuration, le premier accord commercial multilatéral a été conclu dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), George Marshall a lancé le projet de coopération pour le développement le plus fructueux de l'histoire contemporaine, et l'ONU a ouvert son premier bureau régional et organisé sa première grande conférence (sur le commerce et le développement). Soixante-dix ans plus tard, un effort tout aussi ambitieux est nécessaire pour remédier à l'iniquité de l'hypermondialisation et rendre l'économie inclusive et durable. ■

